

Europe for a new power

Les ministres de la zone euro et la BCE divergent sur les prévisions d'inflation

Des grands argentiers estiment que la hausse des prix a atteint « un pic » et suggèrent un assouplissement monétaire. Ils excluent en revanche un grand plan de relance européen

NICE

ENVOYÉ SPÉCIAL

Le recul de l'inflation est à peine perceptible qu'il suscite déjà des tensions entre les ministres des finances de la zone euro et la Banque centrale européenne (BCE). La ministre française de l'économie, Christine Lagarde, en tête, plusieurs grands argentiers ont profité de leur rencontre informelle, vendredi 12 et samedi 13 septembre à Nice, pour estimer que la hausse des prix avait atteint « un pic » après l'envolée constatée ces derniers mois. « La baisse des prix du pétrole et des matières agricoles va dans le bon sens, et devrait aider à freiner l'inflation », a observé Jean-Claude Juncker, le président de l'Eurogroupe, instance réunissant les ministres des finances de la zone euro.

En face, le président de la BCE, Jean-Claude Trichet, s'est bien gardé d'abonder dans leur sens : après avoir atteint 3,8 % en août, contre 4 % en juillet, l'inflation reste, selon lui, « beaucoup plus élevée » que les 2 % ciblés par l'institut d'émission. La stabilité des prix, a-t-il martelé pour justifier l'attitude de la BCE, demeure « la condition de la croissance et de l'emploi » ;

La Slovaquie finalise son passage à l'euro le 1^{er} janvier 2009

La Slovaquie aborde la dernière ligne droite avant de passer à l'euro, au 1^{er} janvier 2009. Depuis fin août, tous les prix sont affichés en couronne slovaque ainsi qu'en euro.

La banque nationale et le gouvernement redoublent d'activité pour rassurer la population, qui reste partagée sur ce nouveau changement de monnaie, dix-sept ans après avoir abandonné la couronne tchécoslovaque. Si nombre de Slovaques sont fiers que leur petit pays soit le premier d'Europe centrale post-communiste à adopter la monnaie européenne, une majorité s'inquiète de possibles effets négatifs, à commencer par un

elle est « essentielle pour les plus démunis ». M. Trichet a suggéré que la Banque centrale n'envisageait à ce stade ni de remonter ses taux ni de les baisser.

A demi-mot, plusieurs gouvernements considèrent à l'inverse que l'évolution récente des prix pourrait inciter la BCE à relâcher quelque peu sa politique monétaire. Le ministre belge, Didier Reynders, a suggéré d'avoir « un débat sur la baisse des taux, si la dérive de l'inflation se confirme, et si la croissance est atone ». Les représentants français ont fait valoir que la poursuite des réformes engagées par Nicolas Sarkozy, dont le but est notamment de promouvoir la concurrence, peut aider la BCE à lutter contre l'inflation. « Plus on réduit la hausse des prix, plus on ouvre de marges de manœuvre à une baisse des taux », estime un haut fonctionnaire de Bercy.

« Ce serait gaspiller de l'argent »

Les pressions des gouvernements européens sur la BCE sont d'autant plus pressantes qu'ils souhaitent tous éviter la récession qui menace. D'après le « diagnostic commun » établi à Nice à l'initiative de la présidence française de l'Union européenne, il est exclu d'opter pour un plan de relance de grande envergure, tel que décidé aux Etats-Unis. « L'Europe réagit de façon différente », a précisé M. Juncker. Pour les ministres, le pacte de stabilité permet cependant une certaine « flexibilité » depuis sa réforme en 2005. Les Etats membres ont d'ailleurs convenu de laisser jouer les « stabilisa-

regain d'inflation. Le premier ministre social-démocrate, Robert Fico, a multiplié les mises en garde contre ceux qui profiteraient du passage à la monnaie unique pour augmenter leurs prix. Il a mobilisé l'ensemble des services de contrôle, dont les centaines de contrôleurs de l'Inspection du commerce. Pendant les quinze premiers jours du double affichage des prix, les inspecteurs se sont assurés que les commerçants avaient effectué correctement la conversion au taux établi en juillet (1 euro = 30,126 couronnes). Désormais, ils distribueront des amendes aux contrevenants. - (Corresp.)

teurs automatiques » : même les pays les moins vertueux, comme la France et l'Italie, sont donc autorisés à ne pas compenser le manque à gagner fiscal généré par la crise en rognant sur les dépenses, à condition de maintenir leur déficit sous le plafond de 3 % du produit intérieur brut (PIB) défini par le pacte.

Les plus vertueux peuvent même doper les dépenses publiques, comme l'a fait l'Espagne. Mais la locomotive de la zone euro, l'Allemagne, qui en aurait les moyens avec un budget à l'équilibre en 2007, s'y refuse chez elle : « ce serait gaspiller de l'argent », estime Peer Steinbrück, le ministre allemand, pour décourager toute demande en ce sens de la part de ses partenaires.

Afin d'éviter une éventuelle défaillance du crédit, les ministres des finances devaient par ailleurs demander à la Banque européenne d'investissement (BEI), samedi 13 septembre, d'augmenter de moitié les prêts mis chaque année à la disposition des petites et moyennes entreprises. L'enveloppe doit représenter 15 milliards d'euros sur deux ans, dont plus de 6 milliards dès 2008. « C'est un sujet auquel je tiens absolument, parce que je crois que c'est par ce biais que l'on arrivera à soutenir la croissance », a indiqué M^{me} Lagarde, au nom de ses collègues.

Pour rétablir la confiance sur les marchés financiers, les ministres ont aussi tenté de rapprocher leurs points de vue dans deux domaines clefs : la supervision, jusqu'ici très fragmentée, des principales banques et compagnies d'assurances qu'il s'agit de coordonner davantage en Europe ; et la régulation des agences de notation, qui devraient être tenues de s'enregistrer et de suivre un code de conduite avant d'exercer en Europe.

Les grands argentiers ont enfin usé de la méthode Coué. « Il ne faut pas dire que l'Europe est sur le seuil de la récession, ce n'est pas vrai, il faut distinguer récession et récession technique », a estimé M. Juncker, alors que les récentes prévisions de la Commission européenne ont indiqué que l'Allemagne, le Royaume-Uni, et l'Espagne risquaient d'enregistrer deux trimestres de recul de leur PIB. « Le ralentissement de la zone euro est plus prolongé que ce que nous envisagions avant l'été », a juste concédé le Luxembourgeois. ■

PHILIPPE RICARD